

24 Juin 2025
Strasbourg

Catherine Mayeur-Jaouen

Discours d'ouverture du 6^e Congrès du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Je remercie vivement Frédéric Abécassis, directeur du GIS MOMM, ainsi que toute l'équipe de préparation, et les collègues de Strasbourg qui sont nos hôtes, et qui m'ont fait l'honneur de me demander ce petit propos inaugural.

Comme me l'a dit ma tante strasbourgeoise : « sois efficace, comme d'habitude ».

Au seuil de ce 6^e Congrès du GIS MOMM, il est temps de se demander, comme le faisait un collègue allemand spécialiste d'études mameloukes, Stephan Conermann,

Ubi sumus ? Quo vademus ? Où sommes-nous ? D'où venons-nous ?

Et en fait d'où venons-nous ? Pourquoi sommes-nous ici ? Que prétendons-nous faire ? Que faisons-nous ?

Quelques réponses faciles peuvent être apportées à la première question. Nous sommes ici sur le campus de l'Esplanade, à Strasbourg, où les premiers travaux de l'Université furent lancés par le recteur Jean Babin en 1955 – voici soixante-dix ans – sur des terrains libérés par l'autorité militaire, dix ans après la guerre. L'université – en 1939, 500 personnes en tout, professeurs et étudiants – était revenue, depuis l'été 1945, de Clermont-Ferrand où elle avait passé la guerre à partir de l'Évacuation de septembre 1939, et où elle avait durement souffert lorsque les Allemands avaient envahi la zone libre, faisant de terribles rafles parmi les étudiants et les enseignants, tous résistants presque par définition.

Nous aurions pu être aussi au Palais universitaire, construit voici 140 ans par l'Allemagne pour faire de Strasbourg, capitale du Reichsland d'Alsace-Moselle, une grande et brillante ville universitaire et, entre autres, une Mecque de l'orientalisme allemand.

Ubi sumus ? Une autre réponse est possible, cette fois en nous situant dans le temps. Nous sommes aujourd'hui réunis douze ans après la création du Groupement d'intérêt scientifique Moyen-Orient et mondes musulmans par l'Institut national des sciences humaines et sociales (INSHS) du CNRS après une mission de préfiguration animée par Bernard Heyberger, directeur de l'Institut des études sur l'islam et les sociétés du monde musulman (IISMM), Azadeh Kian, professeur de sociologie et l'une des voix qui parlent, aujourd'hui encore, pour l'Iran, Stéphanie Latte-Abdallah, spécialiste de la Palestine et des Palestiniens, comme vous le savez, et moi-même.

En 2012, lors de la mission de préfiguration, et même en 2013 malgré les Frères musulmans au pouvoir, un certain optimisme pouvait prévaloir, et c'est dans l'enthousiasme des révolutions de 2011 que le directeur adjoint de l'INSHS, François-Joseph Ruggiu, s'était lancé dans la création de GIS Aires culturelles (Asie, Afrique, Amériques) dont deux préexistaient sous d'autres formes. La dénomination du GIS « Moyen-Orient et mondes musulmans » souleva bien des débats : fallait-il utiliser le terme « Moyen-Orient » quand cette expression ne datait guère que de 1904, et prenait nécessairement un sens géopolitique ? Fallait-il parler de « mondes musulmans » en sur-islamisant la réalité des sociétés de l'aire

culturelle considérée ? Et comment partager les études si l'on parlait de l'Afrique – de quel GIS relèverait le Maghreb ? ou l'Afrique musulmane ? - et les musulmans du subcontinent indien qui étaient asiatiques et non « moyen-orientaux » ?

Quoi qu'il en soit d'un intitulé immédiatement problématique, nous étions heureux de voir reconnu ce fait simple que, oui, nos sociétés – les sociétés que nous étudions – étaient vivantes, oui, elles méritaient l'intérêt et l'étude, oui, la mondialisation et l'ouverture de pays naguère dictatoriaux, toujours dictatoriaux, bientôt de nouveau dictatoriaux suscitaient l'intérêt du CNRS, et bientôt la curiosité des personnes chargées de choisir les sujets de concours de recrutement des professeurs d'histoire, puisque aussi bien l'islam médiéval que, un peu après, le Moyen-Orient contemporain furent mis au programme des concours de recrutement des enseignants du second degré.

L'une des missions principales du GIS était en effet de faire rayonner nos études, de proposer des réponses à la demande sociale, d'entrer en dialogue avec les pouvoirs publics. Et aussi de faire quelque chose pour les jeunes chercheurs, nécessairement vulnérables, souvent isolés.

Le GIS MOMM naissait *ex nihilo*, et il fallut tout créer, au début sans moyens financiers, sans locaux et sans aucun personnel. Je peux dire sans exagérer que le GIS Moyen-Orient et mondes musulmans est né dans ma cuisine !

Le GIS ne naissait pas pour autant sans passé : l'avait précédé l'AFEMAM, Association française pour l'étude du monde arabe et musulman, créée en 1986 par André Raymond, professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'Université de Provence (aujourd'hui Aix-Marseille Université), dans un effort de décroisement entre disciplines, entre périodes, entre régions du « monde arabe et musulman ». On racontait qu'André Raymond avait créé l'AFEMAM avec quelques amis, sur une table de café, et de fait c'était une association d'individus, de personnes, non une fédération de tutelles ou même de laboratoires. Elle perdura jusqu'en 2007, date du dernier Congrès de l'AFEMAM, puis disparut faute de combattants, faute de volonté politique et sociale, faute de renouvellement de cadres vieillissants, mais aussi à cause des réformes structurelles de l'enseignement supérieur et de la recherche qui avaient contribué à la démobilisation, en même temps que l'expansion du champ et la multiplication des thèses avaient entraîné une fantastique fragmentation du champ de nos études.

On était donc revenu au cloisonnement que l'AFEMAM cherchait précisément à pallier.

Pire encore, la vision et la visibilité de nous-mêmes par nous-mêmes, de nous-mêmes aux autres, la seule idée de partager quelque chose en commun s'évanouissait, faute de structures collectives. La dynamique association « Diwan » de doctorants français qui travaillent sur l'islam médiéval, adossée à une équipe CNRS et à des universitaires, professeurs dévoués – saluons ici le souvenir de la regrettée Françoise Micheau – montrait pourtant que la chose était possible.

Pour parvenir à cette vision générale, plusieurs actions étaient faciles à mener, au début comme je l'ai dit sans aucun moyen financier.

1° Première action : lancer la création de l'Association Halqa, pour faire pendant à Diwan, pour les doctorants en histoire contemporaine, et il faut remercier Philippe Pétriat, Augustin Jomier, Charlotte Courreye et Mehdi Sakatni d'avoir créé et lancé cette association.

2° Deuxième action – la plus facile – créer des prix de thèse pour dynamiser le champ, améliorer la visibilité des doctorats qui se soutiennent en France. Il suffisait finalement de solliciter les pouvoirs publics pour qu’ils financent tel ou tel prix de thèse, en fonction de leurs intérêts. C’est aussi dans le fil de cette action que le GIS a par la suite récupéré l’organisation du prix Michel Seurat, jusque-là organisé par le CNRS, qui était en train de disparaître, lorsque Mercedes Volait a lancé l’alerte et la protestation.

3° Troisième action : réunir des rapports de collègues et d’équipes, certains rapports étant rédigés à titre individuel, d’autres à titre collectif, certains portant sur un champ, d’autres sur une discipline... À partir de ces rapports, j’ai rédigé dès juin 2013 un Livre blanc, finalement publié et diffusé en 2014. Le Livre blanc des études françaises sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans visait à donner un état des lieux de nos études : formation, recherche, grandes aires régionales, disciplines, bibliothèques – et ce dernier point est très important. Plus que jamais, on a besoin de livres et de bibliothèques.

Je dois dire que Frédéric Mion, alors directeur de l’Institut d’études politiques de Paris, m’a beaucoup aidée à l’adresser aux bonnes personnes (notamment les directeurs de cabinet de différents ministères), et à donner une portée politique à ce Livre blanc. Les attentats de Charlie Hebdo et de l’Hyper-Casher en janvier 2015 achevèrent – hélas – de donner un écho inattendu à ce Livre blanc qui devint un livre de chevet pour beaucoup de personnes devant apporter sinon des réponses, du moins des propositions.

Et c’est là que nous arrivons à Strasbourg : lors de sa visite à Strasbourg en mars 2015, le premier ministre de l’époque, Manuel Valls, accompagné de la ministre de l’Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem – qui supervisait aussi les destinées de l’enseignement supérieur et de la recherche – et du Ministre de l’Intérieur, Bernard Cazeneuve, tint des discours à la Grande Mosquée de Strasbourg, puis à l’Université, et promit à Francis Messner, directeur de recherches au CNRS – cette promesse se fit dans un couloir, j’imagine – deux postes d’islamologie pour l’université de Strasbourg.

C’est à cause de cette promesse que le Ministère de l’Éducation nationale, sous influence décisive du Ministre de l’Intérieur et de son conseiller pour les cultes, Laurent Burin des Roziers, lança bientôt, juste après les attentats du Bataclan, à Noël 2015, un appel à manifestation d’intérêt (AMI). Grâce à cet appel, les universités françaises pouvaient demander les postes dont elles avaient besoin sur des thématiques maladroitement intitulées (« Islamologie et radicalisation », sic), mais qui tournaient d’une façon ou d’une autre autour de sujets dont le GIS MOMM avait effectivement à connaître.

Ainsi la promesse du premier ministre faite à Strasbourg est-elle à l’origine, pour résumer, des nombreux postes créés directement par le Ministère, ou indirectement, par effet d’entraînement ou de ricochet, dans plusieurs universités, tandis que les recrutements au CNRS contribuaient à accroître nos rangs.

C’est alors que se tint le premier Congrès du GIS MOMM, voici dix ans, à l’Inalco dont le soutien énergique a beaucoup contribué au succès de ce premier congrès et d’une façon plus générale au démarrage du GIS. À l’été 2015, nous avions un bureau à l’IISMM, le soutien du directeur de l’IISMM, Pascal Buresi, et de son ERC qui contribua à financer le Congrès, et surtout une formidable gestionnaire, Cyrielle Michineau, qui s’est investie admirablement dans la préparation du Congrès et, en général, au service du GIS.

Ce premier Congrès fut une grande fête, dont je retiens notamment un très beau concert de musique andalouse dans l’auditorium de l’Institut du monde arabe, dont la location

nous avait été généreusement offerte par Jack Lang, ainsi que celle de la terrasse où se déroula le cocktail qui suivit.

Puis suivirent d'autres congrès : le deuxième à l'Inalco, le troisième à Paris-I, un à Aix, hélas via Zoom pour cause de crise sanitaire, enfin le cinquième et dernier à Lyon, avant – aujourd'hui – Strasbourg.

Il faut souligner l'activité extraordinaire de mes successeurs Eric Vallet puis Frédéric Abécassis, ainsi que leurs directeurs et directrices adjoints, et leurs équipes : Forums ouverts sur la société, Livres blancs sectoriels, attention au développement des humanités numériques, chantier autour des études arabes – chantier toujours actuel, etc. .. et plus généralement la mobilisation des collègues autour d'un projet commun.

L'union fait la force. Il y a eu des résultats à cette mobilisation, et le paysage de nos études a été profondément métamorphosé par la création de postes ou par leur mutation. L'islamologie et les études turques et ottomanes sortent formidablement galvanisées par ces efforts, mais des champs, parmi ceux que l'on croirait les mieux couverts, restent très fragiles. Pour ne parler de ce que je connais, il n'y a toujours qu'un professeur d'histoire du Maghreb qui inscrive des thèses en France, deux si l'on veut, mais l'un des deux est parti pour Florence. En histoire du Moyen-Orient contemporain, nous sommes trois ou quatre professeurs, trois sexagénaires. Et les maîtres de conférence habilités à diriger des recherches en histoire du Moyen-Orient ne sont pas légion...

Je ne parle même pas de l'histoire de l'Iran : à l'heure de l'horrible guerre lancée par les États-Unis [en juin 2025], ce sont des vétérans comme Bernard Hourcade ou Bertrand Badie qui s'expriment dans les colonnes du *Monde*. Quels spécialistes peuvent parler pour sortir de la géopolitique et de la littérature grise ?

À la fin, même si la prise en compte des chercheurs/chercheuses et directeurs ou directrices de recherche du CNRS améliore un peu le tableau, il reste que la formation, comme me le disait François Georgeon voici une bonne douzaine d'années, reste la question-clé.

Une question de fond qu'abordait le *Livre blanc*, est celle de la formation en langues orientales qui reste un point noir, malgré beaucoup d'efforts. Comment blâmer les doctorants écrasés par tant d'injonctions contradictoires, quand certains finissent par recourir désormais à l'intelligence artificielle pour leurs traductions, de façon ouverte ou déguisée ? Ce n'est pas ainsi que l'on fera briller la philologie française et progresser la science.

À la question des langues orientales, posée en 2014 dans le *Livre blanc*, s'ajoute désormais celle du français. L'effondrement de la lecture touche les chercheurs comme les autres, et dussions-nous tous passer à l'anglais qu'il resterait la question de savoir en quels termes nous pensons. La diffusion extrême rapide d'une langue technocratique qui ressemble à Chat GPT doit nous inquiéter. Lisons *La Langue confisquée : Lire Viktor Klemperer*, de Frédéric Joly, à propos de la langue du Troisième Reich dont le vocabulaire, les idées, finissaient par contaminer jusqu'aux adversaires des nazis. Une de nos priorités doit être de lutter contre les idées toutes faites, racistes, fascisantes, fascistes même, qui circulent dans notre société, dans notre pays, et face auxquelles, pourtant, tant de nos concitoyens résistent.

Encore plus que de la demande sociale, nous devrions nous inquiéter de l'absence de demande sociale, de l'indifférence. Plus que jamais, nous avons à parler, à former, à lutter contre les préjugés, le flot des médias, le flot paresseux des idées schématiques qui autorisent ce racisme et ce fascisme.

Certes notre tâche n'est pas facile, et si la réponse au *Ubi sumus ?* est facile, celle du *Quo vademus ?* l'est moins. Nous sommes nécessairement guettés soit par une autosatisfaction stérile qu'encourage la mise en concurrence, soit par l'individualisme et le cynisme, soit par la résignation et la lassitude.

Il nous faut lutter contre ces tentations : c'est le travail au long cours, et non la recherche brève sur projet court, ce sont les idées novatrices nées de la vraie et modeste fréquentation des sources – et du terrain quand il est possible – qui nous rendront libres du présentisme ambiant comme de l'inévitable tentation de la tour d'ivoire.

Travail, passion, générosité, partage : voilà qui n'est pas dans l'air du temps. Voilà qui pourtant donne la joie toujours nouvelle d'apprendre et de s'émerveiller de la science, de la science d'autrui !

Que dire du contexte ? Jamais, aurions-nous pu dire voici dix ans, au temps du Bataclan et de Daesh, jamais l'histoire du Moyen-Orient n'a été aussi tragique, jamais surtout elle n'a été si proche. Le contexte général est terrible

- Pour le monde
- Pour le Moyen-Orient que nous aimons
- Pour la liberté de la recherche menacée aux États-Unis, aujourd'hui et demain chez nous peut-être
- Pour les universités supposées, comme l'école, et avec toujours moins de moyens, pallier les déficiences et les fractures de la société, et former des individus-rouages dont on définirait les compétences comme celles d'un robot.

Heureusement, beaucoup des ateliers ou tables-rondes ou présentations de livres prévus lors de ce Congrès montrent comment les sciences humaines et sociales, des sciences actives, nous aident à tenir bon, à penser, à garder la foi, la joie, l'espérance, la joie de la découverte.

En préparant cette conférence, je relisais un petit opuscule du grand historien Henri-Irénée Marrou qui, en 1950, publia une conférence sur l'ambivalence du temps de l'histoire chez saint Augustin. Le temps, montrait-il, est un *Janus bifrons*, toujours partagé entre une conscience tragique de l'histoire, et une énergie de vie et de pensée – qui rend heureux. Oui, il faut agir, oui, le GIS est utile à tous. Gardons cette énergie pour être la voix de ceux réduits au silence, pour donner l'image des sans-image, pour rappeler inlassablement qu'il a existé et existe des sociétés vivantes ici, là-bas, en diaspora, qui ont visages et histoires. Ainsi rendrons-nous complexes des visions trop simples, ainsi pourrons-nous contribuer à faire l'éducation de l'imagination morale, celle qui nous rend conscients des conséquences de nos actes.

Dans un texte un peu ultérieur, en 1953, année de la mort de Staline, Henri-Irénée Marrou répondait à la question : *La fin du monde est-elle pour demain ?*, en rappelant le souvenir de mai 1940 et de l'effondrement d'un monde auquel il avait alors assisté, et le comparait avec la fin du monde antique à laquelle avait assisté saint Augustin – c'était là son sujet de thèse – avec la prise de Rome par les Wisigoths en 10.

Lisant Saint-Augustin, il concluait : « seule la pensée divine est maître de porter un jugement sur l'histoire, seule elle sait et où l'on va, et où nous en sommes »... « toute tentative de diagnostic est vouée à l'échec ».

Il reconnaissait pourtant que l'histoire n'est pas faite de recommencements, que se produisait en effet une « accélération de l'histoire », mais que la même ambivalence toujours s'y manifestait, et que le sentiment de confiance et d'accomplissement existait pourtant chaque fois que l'effort d'aménagement, de création, de transformation entrepris parvenait à de si belles réussites que l'on en oubliait sa fragilité et ses limites.

Ne pourrait-on en dire autant du GIS ? Et de toute grande entreprise scientifique et créatrice née de l'effort commun ?

Concluons donc en insistant sur la nécessité du Groupement d'intérêt scientifique Moyen-Orient et mondes musulmans, et revenons à Strasbourg.

Strasbourg, ville déjà orientale,

Ville d'Empire,

Ville frontière en même temps que capitale

Ville de langues multiples et de confessions diverses

Ville évacuée, ville de réfugiés – n'est-ce pas pour les Alsaciens et Mosellans évacués que fut créée la CIMADE en septembre 1939 ?

Ville bombardée cruellement en 1870, puis encore en 1943 et 1944, et où la dernière bombe ou le dernier obus est tombé le 16 avril 1945 – voici quatre-vingt ans.

Strasbourg, ville universitaire bien sûr : c'est ici que Goethe a étudié, Goethe qu'il faut lire de même qu'il faut écouter les *Lieder* adaptés de ses poèmes. Il avait appris beaucoup de langues, dont l'hébreu biblique, et s'est suffisamment intéressé au persan et à la littérature persane pour écrire, à la fin de sa vie, le *Divan occidental-oriental*, inspiré de Hafiz, recueil poétique dont le nom a servi à Edward Saïd et Daniel Barenboïm pour créer un orchestre à la fois juif et arabe, israélien et palestinien.

Strasbourg, à la fin, ville de la patiente résilience et de la reconstruction, ville détruite à 20% au sortir de la guerre, c'est-à-dire beaucoup moins que les villes de l'autre côté du Rhin ou que les villes normandes, mais beaucoup plus que la majorité des villes françaises. Pensons-y à propos du campus où nous sommes, à propos de la Grande Synagogue reconstruite au même moment, aux écoles rebâties, inaugurées dans les années 1950 dans toute l'Alsace : j'ai cité le nom du recteur Babin, mais aucun nom particulier n'a été particulièrement retenu, en réalité, à propos de cette œuvre collective de reconstruction. Tous s'effaçaient avec abnégation devant la tâche collective.

Quelle énergie, quel engagement, quel courage n'a-t-il pas fallu pour reconstruire, et pour faire de Strasbourg une ville européenne, trait d'union entre France et Allemagne.

C'est encore à propos de Strasbourg et de son université – alors que celle-ci n'était pas encore revenue d'exil - que le poète Louis Aragon écrivait en décembre 1944 un poème :

« Enseigner, c'est dire espérance,
Étudier, fidélité »

C'est avec ces beaux mots d'espérance et de fidélité que j'achève mon discours en formant des vœux pour l'avenir du GIS MOMM et pour la réussite de ce Congrès.